

CONGRES INTERNATIONAL DES ECONOMISTES  
DE LANGUE FRANCAISE

Clermont-Ferrand 24-26 Mai 1984

SEANCE DE CLOTURE

"ELITES POLITIQUES

et

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE"

Elliot BERG

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion  
de l'Université de Clermont I  
41 boulevard Gergovia

ELITES POLITIQUES

et

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Jusqu'à récemment, on considérait traditionnellement dans la pensée économique deux facteurs expliquant la pauvreté des nations et la croissance bloquée : La rareté du capital et l'insuffisance d'accès à la technologie moderne.

Bien que n'ignorant pas les facteurs humains et institutionnels, la littérature s'attache principalement à considérer la croissance comme une fonction du taux de croissance du stock de capital, qui, à son tour, dépend du taux d'épargne. Augmenter les taux d'épargne (domestique et étranger) et d'investissement serait dans cette conception le secret de la croissance.

Un certain changement intellectuel s'amorce depuis quelques années. Selon de nombreux observateurs, l'investissement ne serait un facteur primordial de croissance qu'accompagné par une politique économique appropriée. Même avec peu d'investissements ou de nouvelles technologies, une réforme des mauvaises politiques pourrait stimuler la croissance.

Cette nouvelle optique a été mise en lumière dans les années 70 par l'expérience économique des pays du Tiers-Monde. En comparant pour cette décennie les taux de croissance des différents pays, on constate que la croissance semble avoir été plus forte dans les pays ayant des distorsions de prix les moins exagérées. De façon encore plus frap-

pante, les données des années 70 indiquent que, pour la plupart des P.V.D., la performance en matière de croissance dépend davantage de l'efficacité de l'investissement que du taux d'épargne, du taux d'investissement ou du niveau d'aide externe.

Ainsi, pour un échantillon important de P.V.D. (30), le taux d'investissement, en % du P.V.D., est passé de 21 % dans les années 60 à plus de 25 % dans les années 70.

Dans le même temps, les taux de croissance stagnaient ou chutaient. De nombreux facteurs ont certes contribué à ces résultats, mais un des plus évidents et des plus généraux reste l'inefficacité des politiques économiques.

La reconnaissance de l'importance cruciale de la politique économique, bien que récente, a déjà eu un certain écho dans les milieux du développement, et plus particulièrement au sein des organismes d'aide économique. La "réforme de politique", le "dialogue sur la politique" et les "prêts basés sur la politique" (policy based lending) sont ainsi devenues les expressions-clés des agences d'aide bilatérales et multinationales. Une discussion sur la nature de la politique économique domestique est ainsi un des thèmes nouveaux du dialogue Nord-Sud.

Cette préoccupation attire l'attention des théoriciens et praticiens du développement sur de nouvelles questions :

Pourquoi les gouvernements des P.V.D. font-ils ce qu'ils font? Pourquoi adoptent-ils des politiques économiques, retiennent-ils des projets, qui n'ajoutent que fort peu à la production et à la croissance ?

Je ne dispose ni du temps (ni des connaissances) suffisant pour traiter cette question en détail. Je ne considérerai ici qu'un seul des éléments très souvent évoqués pour expliquer le comportement économique des pouvoirs politiques dans les P.V.D. : le "caractère" de

leurs élites politiques. Et je me concentrerai seulement sur certains aspects de la question.

Selon de nombreux observateurs, les classes dirigeantes du Tiers-Monde auraient mal géré les économies de leurs pays, pour des raisons tenant à la nature même de ces classes dirigeantes.

Cette critique étant plus particulièrement répandue et sévère à l'égard des leaders politiques Africains, je limiterai mon analyse au continent Africain, bien que ces conclusions puissent être applicables ailleurs.

Les dirigeants Africains ont été largement critiqués, et ce, dès le début de la décolonisation, dans les années 60. Ces critiques sont d'ailleurs venues de tous les points du "spectre" idéologique : étudiants révolutionnaires, universitaires, assistants techniques, technocrates Africains. Il semble que personne n'ait émis d'opinions positives sur la performance économique de ces élites politiques.

Franz FANON, dans son célèbre ouvrage "Les Damnés de la Terre", présente peut-être une des critiques les plus sévères et les plus influentes.

L'argumentation de FANON est simple et accablante : après l'indépendance, les bourgeoisies locales prennent la responsabilité politique du destin des ex-territoire coloniaux. On peut noter dans l'analyse de FANON un certain manque de clarté sur la composition de cette bourgeoisie nationale. Toute l'élite moderne semble y être incluse : fonctionnaires, intellectuels, commerçants, industriels, militaires. Bourgeoisie essentiellement urbaine, elle est coupée de ses racines dans les masses paysannes. C'est une classe de privilégiés -"Les enfants gâtés du colonialisme"-. Cette bourgeoisie locale, peu nombreuse, est

mal formée aux pratiques économiques et techniques. Elle n'a aucune des qualités (énergie, compétence,...) qui ont donné leur dynamisme aux bourgeoisies européennes.

La bourgeoisie nationale, dit FANON, utilise souvent le langage révolutionnaire, alors que son objectif principal est de transférer aux mains indigènes les privilèges injustes hérités du colonialisme. Intellectuellement, psychologiquement, elle reste liée aux anciens pouvoirs coloniaux et reste isolée de son peuple, en majorité rural. Ainsi, ces bourgeois ignorent les paysans, se compromettent avec les ex-colonisateurs et "pillent les ressources nationales".

La bourgeoisie n'a qu'un seul but : se remplir les poches aussi vite que possible. Il s'ensuit une stagnation du pays. Pour la dissimuler, elle ne trouve rien de mieux à faire que de s'engager dans des dépenses somptuaires, projets prestigieux laissant planer l'illusion.

Conséquence économique de cette état de fait : le désastre total.

FANON conclut : "la phase bourgeoise de l'histoire des P.V.D. est complètement inutile". La solution ne peut alors qu'être politique : elle passe par l'organisation de la paysannerie, afin de se donner les moyens d'une vraie participation : le pouvoir aux masses.

Ces thèmes ont été approfondis et réaffirmés aux cours des 20 dernières années. Beaucoup d'auteurs notent, par exemple, que les élites politiques Africaines sont composées principalement, de fonctionnaires, véritables bourgeois de la fonction publique. Coupés des masses paysannes, ils défendent surtout les intérêts de leur base urbaine.

Ceci explique leur manque d'intérêt pour le développement rural, leur tendance à adopter des politiques de prix qui favorisent les consommateurs urbains au détriment des producteurs.